

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 29 septembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ALLIANCE OUEST CEREALES (AOC)**

ZI de la Brohinière  
35360 Montauban-De-Bretagne

Référence : UD35/2025-383

Code AIOT : 0005503525

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2025 dans l'établissement ALLIANCE OUEST CEREALES (AOC) implanté ZI de la Brohinière BP 24 35360 Montauban-de-Bretagne. L'inspection a été annoncée le 11/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale portant sur le contrôle des silos et des installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, classées à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées.

L'objectif est de vérifier, en particulier, la prise en compte par l'exploitant, des observations formulées lors de la précédente inspection réalisée le 19 mai 2022, sur le sujet des risques liés à l'empoussièrement des installations.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALLIANCE OUEST CEREALES (AOC)
- ZI de la Brohinière BP 24 35360 Montauban-de-Bretagne
- Code AIOT : 0005503525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de la société AOC TRANSIT ont été autorisées par arrêté préfectoral du 09 juillet 1998 modifié par arrêté complémentaire du 08 février 2007. Elles comprennent :

- 1 silo vertical de capacité totale de 135 000 m<sup>3</sup> (classement 2160-2 à autorisation) comprenant plusieurs cellules ouvertes, un hall de réception (3 fosses) et une tour de manutention;  
Les cellules ouvertes sont constituées de : 2 grandes cellules (C1 et C2) d'environ 50 000 t de produits, 3 moyennes cellules (C3, C4 et C5) d'environ 7 000 t de produits et 8 petites cellules (A1 à A8) d'environ 400 t à 800 t de produits.
- 1 silo plat de capacité totale de 40 000 m<sup>3</sup> (classement 2160-1 à enregistrement);
- 1 séchoir.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - article 9 (installations électriques)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 12 (Nettoyage des aires de chargement et de déchargement des produits)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 3 <sup>ème</sup> alinéa	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV - article 14 (suivi température)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II - article 3 (formation du personnel)	Sans objet
2	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II - article 4 (permis de feu)	Sans objet
5	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 2 <sup>ème</sup> alinéa	Sans objet
7	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 4 <sup>ème</sup> alinéa	Sans objet
9	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 15 (Asservissement circuit de manutention/système d'aspiration)	Sans objet
10	Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Préfectoral du 08/02/2007, article 2-2. Poussières	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de cette visite de contrôle, l'Inspection des installations classées a pu constater que l'exploitant a pris en compte les observations formulées lors de la précédente inspection. L'état de propreté des installations de stockage de céréales est satisfaisant. Les opérations de nettoyage afin de prévenir le risque lié à l'empoussièrément sont correctement suivies.

Il ressort des constats la nécessité de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des sondes thermométriques et de lever les anomalies électriques dans des délais plus rapides.



## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II – article 3 (formation du personnel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  <b><u>Rappel constat inspection du 19/05/2022:</u></b> La formation dispensée au personnel doit être complétée par une présentation spécifique des risques liés à l'empoussièrement dans les silos et les mesures de prévention associées, en incluant une présentation des moyens et des dispositifs propres au site. La présentation du cadre réglementaire (précisé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site et dans l'arrêté ministériel du 29/03/2004 applicable aux silos soumis au régime de l'autorisation) pourrait utilement servir de support et de référence à cette formation.  <b><u>Courrier exploitant du 13/07/2022 et constat inspection du 25/07/2025:</u></b> Le personnel a été formé au maniement des extincteurs sur bac feu et aux consignes applicables sur le site vis-à-vis du risque "ATEX", par l'organisme IFOPSE le 17 janvier 2023. Le contenu de la formation et les attestations de participation ont été fournis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre II – article 4 (permis de feu)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones <i>[où il existe un risque d'incendie ou d'explosion]</i> doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b>  Les permis de feu, consultés par sondage, comportent les informations requises (description des travaux réalisés, risques identifiés, mesures de prévention avant/pendant/après travaux par points chauds) pour ceux correspondant aux opérations par point chaud réalisées en interne

<p>En revanche, il a été constaté que les permis de feu délivrés aux intervenants externes ne comportaient pas les précautions de surveillance à prendre à l'issue des travaux.</p> <p>Dans les jours qui ont suivi l'inspection, l'exploitant a transmis le modèle de permis de feu pour les intervenants externes, complété avec la mesure de contrôle 2h après travaux par point chaud.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 9 (installations électriques)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué de (...) : l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</p> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En matière de suivi des installations électriques, l'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dernier rapport de contrôle du 23/07/2025 par thermographie infra-rouge, établi par la société DEKRA, qui formule une observation relative au local TGBT (échauffement contacteur);</li> <li>- le dernier rapport de vérification des installations électriques, réalisée le 17/01/2025, par la société DEKRA, qui fait état de mises en conformité nécessaires concernant certains réglages de protection thermique.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit procéder à la levée des anomalies identifiées dans le rapport de contrôle des installations électriques, qui doivent faire l'objet d'un suivi formalisé, et fournir les justificatifs associés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 4 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 12 (Nettoyage des aires de chargement et de déchargement des produits)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage. (...) Les aires de chargement et de déchargement sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m<sup>3</sup> (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles);</li><li>- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration. Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.</li></ul>
<b>Constats :</b>  <b><u>Rappel constat inspection du 19/05/2022:</u></b> L'exploitant doit indiquer les dispositions qu'il compte prendre de manière pérenne afin d'éviter l'empoussièrement du hall de réception lors des opérations de chargement de camions. Il devra notamment préciser si la brumisation prévue sera effectivement mise en place. Dans le cas contraire, il indiquera et mettra en œuvre d'autres types de mesures afin de maintenir ces zones propres. Le justificatif de nettoyage du hall par la société ALTIPLUS doit être fourni.  <b><u>Courrier exploitant du 13/07/2022 et constat inspection du 25/07/2025:</u></b>  L'exploitant a fait installer, par la société TBD, un système d'abattement des poussières par brumisation ayant nécessité plusieurs réglages (au niveau du débit d'arrosage notamment) ainsi que la mise en place d'un traitement anti-calcaire afin d'en optimiser le fonctionnement. L'exploitant a indiqué que ce prestataire revenait le 9 septembre 2025 afin de rendre le dispositif totalement opérationnel. Le justificatif de nettoyage du hall de réception des matières premières, qui avait été demandé, a par ailleurs été fourni.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit apporter les informations sur le caractère opérationnel du dispositif d'abattement des poussières par brumisation au niveau des fosses de réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant <b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 2 <sup>ème</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  <b><u>Rappel constat inspection du 19/05/2022:</u></b> L'exploitant doit veiller à réaliser les opérations de nettoyage conformément à la procédure dédiée et les reporter systématiquement dans le logiciel de GMAO.  <b><u>Courrier exploitant du 13/07/2022 et constat inspection du 25/07/2025:</u></b>  La consultation du « journal des entretiens », visualisé dans la GMAO, a permis de vérifier l'indication des opérations de nettoyage réalisées sur les installations ainsi que le respect des fréquences de nettoyage mentionnées dans la procédure : nettoyage hebdomadaire dans le hall (le dernier nettoyage réalisé avant l'inspection date du 20/07/2025), dans les cases lorsqu'elles sont vides, mensuel dans la tour de manutention, tous les 2 mois l'été et tous les 4 mois l'hiver dans la galerie sous-cellules. Le nettoyage des passerelles au-dessus des cellules de stockage a été intégré dans le planning de nettoyage. Le nettoyage est par ailleurs renforcé en période de forte activité. Un tour du site est réalisé tous les mois pour relever les éventuelles anomalies.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 3 <sup>ème</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie ou l'explosion.
<b>Constats :</b>  <b><u>Rappel constat inspection du 19/05/2022:</u></b> L'exploitant doit transmettre les informations (données constructeurs) permettant de s'assurer que les dispositifs d'aspiration de poussières en présence sur le site présentent les caractéristiques



de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.

**Courrier exploitant du 13/07/2022 et constat inspection du 25/07/2025:**

Selon les informations transmises par l'exploitant, les filtres sont équipés d'évents d'explosion. L'exploitant a indiqué qu'il allait prendre contact avec un prestataire afin de faire un point général sur les installations ATEX et la conformité des équipements présents dans ces zones. Il précise que l'aspirateur n'est pas utilisé au sein des zones considérées comme ATEX.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fournir le plan de zonage ATEX et apporter les informations permettant de s'assurer que les équipements présents dans ces zones présentent les caractéristiques de sécurité pour éviter l'incendie ou l'explosion.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 7 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 4ème alinéa

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection

**Prescription contrôlée :**

Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

**Constats :**

**Rappel constat inspection du 19/05/2022:**

L'exploitant doit revoir les modalités de nettoyage afin que le recours au balai reste exceptionnel. L'indication de risque de mise en suspension de poussières pouvant créer la formation d'une atmosphère explosive en cas d'utilisation du balai et de la soufflette doit être mentionnée dans la procédure de nettoyage.

Les dispositions particulières à prendre en cas d'utilisation du balai (à titre d'exemple: nettoyage à réaliser convoyeurs à l'arrêt, interdiction de travaux par point chaud dans les locaux à nettoyer, ...) doivent également figurer dans la procédure de nettoyage.

**Courrier exploitant du 13/07/2022 et constat inspection du 25/07/2025:**

La procédure de nettoyage a été revue en tenant compte de la demande formulée lors de la précédente inspection. Le risque associé à la mise en suspension des poussières, les mesures de sécurité à prendre, ainsi que les conditions spécifiques d'utilisation du balai ou de la soufflette ont notamment été ajoutés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 14 (suivi température)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. (...)
<b>Constats :</b>  Les plus grandes capacités de stockage (cellules C1 à C5) sont équipées de sondes thermométriques. Les températures relevées sont enregistrées et font l'objet d'une surveillance quotidienne de la part de l'exploitant qui en suit l'évolution afin de détecter toute anomalie de fonctionnement. L'exploitant a indiqué rencontrer un décalage de température pour 11 points de mesures sur 224 (soit environ 5% des points de mesures relevées). Ce décalage n'empêche pas l'exploitant de suivre les écarts de température et de repérer une anomalie (de type auto-échauffement), d'autant que le système est alarmé en cas d'évolution anormale relevée. Néanmoins, ces conditions ne permettent pas un suivi optimal de ces 11 points de mesure. Par conséquent, l'exploitant s'est rapproché de l'installateur des sondes, la société Agroélec Industries, afin de remédier à ce dysfonctionnement. Une intervention était programmée courant la semaine du 25/08/2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit apporter les actions correctives nécessaires sur les sondes thermométriques dont les points de mesures présentent un décalage dans le relevé de température, et fournir les justificatifs associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, Titre IV – article 15 (Asservissement circuit de manutention/système d'aspiration)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. (...) Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. (...)

**Constats :****Rappel constat inspection du 19/05/2022:**

L'exploitant doit vérifier, par des essais minima semestriels, que les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement.

**Courrier exploitant du 13/07/2022 et constat inspection du 25/07/2025:**

L'exploitant a mis en place une vérification en interne de ces asservissements tous les quatre mois. La consultation de la GMAO a permis de constater le respect de cette fréquence de contrôle (les deux derniers contrôles ont été réalisés les 13/02/2025 et 18/06/2025).

Afin de vérifier le double asservissement (aspiration/convoyeurs), l'inspection a fait réaliser les deux tests suivants qui se sont avérés concluants:

- l'arrêt de l'aspiration centralisée entraîne l'arrêt du transporteur TC3, associé à la fosse 3;
- l'aspiration étant à l'arrêt, le TC3 ne peut pas être remis en fonctionnement.

La mise en défaut des équipements est signalée sur le synoptique du process.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/02/2007, article 2-2. Poussières

**Thème(s) :** Risques accidentels, Empoussièrement

**Prescription contrôlée :**

(...) des marquages au sol (témoins indicateurs de poussières) sont placés dans tous les locaux susceptibles de présenter un risque de dépôt de poussières.

**Constats :****Rappel constat inspection du 19/05/2022:**

L'exploitant doit prendre les dispositions afin que le marquage au sol soit visible dans tous les locaux susceptibles de présenter un risque de dépôt de poussières, afin de mieux évaluer le niveau d'empoussièrement au sol.

**Courrier exploitant du 13/07/2022 et constat inspection du 25/07/2025:**

Des repères au sol permettant de mettre en évidence l'état d'empoussièrement sont présents dans les lieux concernés. L'exploitant a prévu de compléter ce marquage au niveau des fosses de réception.

**Type de suites proposées :** Sans suite